

Les anti-rocade préparent des actions

LES OPPOSANTS au « quatrième périphérique parisien » restent toujours mobilisés. Hier, à Auteuil-le-Roi, un village du centre du département, élus et associatifs se sont réunis afin de préparer les prochaines actions. Le mouvement le plus spectaculaire est programmé le 16 mai, à Versailles, où les tracteurs pourraient bien à nouveau faire le siège de l'hôtel du département. C'est en tout cas ce que laisse entendre le président du collectif Sauvons les Yvelines, Pierre Soin, maire PRG de Marcq, et les représentants du monde agricole. Ils s'opposent à la réalisation d'un axe reliant Mantes-Saint-Quentin à travers le « triangle vert » de la campagne yvelinoise, un projet souhaité par le conseil général.

Le président du collectif faisait hier les comptes de ses troupes : « Nous avons maintenant 23 communes qui se sont prononcées contre ce projet dont la justification varie selon le moment : rejoindre les deux OIN (opérations d'intérêt national), desservir le circuit de F 1 ou alléger la circulation. » Autre motif de désaccord, le collectif qualifie le travail du cabinet chargé par le conseil général de recueillir l'avis des différents acteurs de « parodie de concertation », estimant que le projet en est déjà à une phase bien plus avancée.

Une manifestation prévue le 16 mai

Avant la manifestation du 16 mai, annoncée comme spectaculaire, deux autres réunions publiques se tiendront d'ici là et environ 40 000 tracts seront distribués aux riverains.

Invité à réagir, hier soir, le conseil général, par la voix d'Alain Monteil, directeur des routes et des transports, indiquait « que le conseil général a mené jusqu'à présent des entretiens avec les élus



AUTEUIL-LE-ROI, HIER. Pierre Soin, maire de Marcq et président du collectif Sauvons les Yvelines (au premier plan), a donné rendez-vous à des élus et à des associatifs pour mettre en place des plans d'action contre la future rocade. (LP/A.H.)

locaux, les associations et les corps constitués afin de définir les modalités de la concertation publique qui sera menée sur ce projet ». Il précise que

« cette concertation n'est pas encore officiellement lancée. Elle le sera après avis officiel des communes concernées ». **A.H.**